



**FO Justice reçu par les Députés
Christian BAPTISTE et Elie CALIFER**

Chers camarades, chers collègues,

Le lundi 29 Aout 2022, le **syndicat FO Justice Guadeloupe** a été reçu par les députés **Christian BAPTISTE** et **Elie CALIFER**. Au cours de cette rencontre, plusieurs dossiers ont été évoqués, afin d'interpeller les politiques sur les conditions de vie et de travail au sein du CP de Baie-Mahault et de la MA Basse-Terre.

Concernant les questions RH :

- Nous leur avons fait remarquer que **le personnel des deux Etablissements est vieillissant** (moyenne d'âge supérieure à 45 ans) et que le rythme de travail est trop intense. Que contrairement aux Etablissements de l'Hexagone, nous n'avons pas le renfort de stagiaires et d'élèves qui apporterait un nouveau souffle au CPBM et à la MABT.
- **FO Justice réclame des renforts en effectif.** Même si c'est sur la base du volontariat, il n'est pas concevable qu'un agent fasse 2 ou 3 nuits d'affilé en une semaine ou encore plus de 50 heures supplémentaires par mois. Cela cache évidemment un gros problème d'effectif.
- **Révision de la politique de mobilité :** un agent (surtout les domiens) met trop de temps à rentrer chez lui et retrouver sa famille.
- **Trop d'écart** entre l'organigramme de référence et l'organigramme appliqué.

Les conditions de vie :

- **FO Justice réitère sa demande : 2 agents au PCI du CP** car il y a beaucoup trop de tâches à effectuer pour un seul agent (ouverture des grilles, répondre au téléphone, surveillance des caméras, validation de certains mouvements...).
- **Surpopulation pénale dans les deux Etablissements.** Trop de matelas au sol.
- **Réfection des chambres de repos et les toilettes du personnel du CP** (pas d'aération naturelle, literie et lit à changer, de l'humidité permanente, des nids à microbes)
- **FO Justice demande la création d'un Mess pour le personnel de BT.** Ceci n'est même pas prévu dans le DAC.
- **FO Justice réclame la création d'un service logement,** ou des conventions avec les bailleurs pour accompagner les agents nouvellement mutés.

La Sécurité Établissement/Personnel :

- **La lutte contre les projections** et la sécurité périmétrique doivent s'intensifier.
- **Mise en place et révision des filets anti projection** sur les deux Établissements.
- **Le transfèrement** des détenus dangereux et les agresseurs de personnel doit être une règle.
- **Les moyens de communications sont obsolètes,** voire hors d'usage. La Direction devrait penser à créer un vrai canal d'alerte pour les urgences en détention (agressions, décès, tentative de suicide...)
- **Mise en place de brouilleurs** pour les téléphones portables sur les deux Établissements.
- **Mise en place de téléphone DECT** pour les agents, afin qu'ils soient joignables partout.

- Le QSL : aucune sécurité pour l'agent qui y travaille seul.
- L'agent promenade au CP est trop esseulé et reste à la merci des détenus en cas d'incident.
- **Absence de structures spécialisées** pour la prise en charge des personnes détenues souffrant de pathologies psy ; **Création UHSI/UHSA** comme dans l'Hexagone.
- **Création des PREJ**. Cela permettra de libérer les autres forces de l'ordre et ouvrir des places aux collègues qui attendent leur mutation.
- **Prévoir une priorité et des box dédiés** pour les extractions médicales vers le CHU et le CHBT.

Travail pénal et réinsertion :

- **Trouver des partenaires** pour le travail aux ateliers et le travail en cellule pour les personnes détenues des deux Etablissements.
- **Absence d'une vraie politique de réinsertion**. Trop souvent, ce sont les mêmes détenus qui reviennent en prison.
- ...

Voilà un peu les sujets non exhaustifs abordés avec nos deux élus, qui se disent prêts à nous aider dans le combat difficile qui nous attend. **Nous avons ras-le-bol de voir nos prisons et le personnel laissés à l'abandon. Tout ce qui est bon pour l'Hexagone (structures pénitentiaires, gestion RH, projets immobiliers et autres...) est bon pour nous aussi.**

Nous sommes conscients que la tâche sera rude et longue, mais vous serez avec nous pour porter au plus haut nos revendications légitimes.

Force Ouvrière Justice Guadeloupe